

## Edito

### RDC : Duel entre impérialistes et nationalistes

La promotion des valeurs contre les antivaleurs, des intérêts supérieurs de la nation contre les intérêts égoïstes, bref toutes les mauvaises pratiques qui ne tiennent pas compte du développement de la grande masse est en perpétuel combat journalier en RDC. De l'autre côté, les impérialistes qui tiennent à exploiter continuellement les matières précieuses de la RDC au détriment du petit peuple, s'activent constamment. Ils multiplient des contrats léonins et continuent d'armer certains pays voisins pour imposer leurs façons de voir les choses. Que dire des Congolais de la diaspora aujourd'hui aux affaires, qui se comportent en proxys des impérialistes, qui pensent tout simplement à faire des transferts des sommes colossales à l'extérieur du pays, sans ses soucier du développement de la base. Pourtant, la RDC avec toutes ses matières premières en état brut, doublé d'une bonne politique mettant en première position le développement du pays. La corruption, le détournement, la concussion, le coulage des recettes, le tribalisme et bien d'autres antivaleurs devaient céder la place à la promotion des valeurs cardinales.

Les impérialistes gagnent du terrain par la simple raison que les dirigeants ne savent pas toujours exploiter les bonnes intelligences des dignes fils et filles du pays, qui connaissent les faiblesses des impérialistes. Nombreux sont des pays asiatiques dont la Corée du Sud et bien d'autres qui sont aujourd'hui développés juste parce qu'ils ont su comment tirer l'épingle du jeu. Une des principes cardinaux, est de savoir ce qu'on veut. Le sérieux dans les actes qu'on pose au jour le jour. Pas vouloir une chose et son contraire. Le changement des mentalités est un chantier important qui, malheureusement n'a pas été bien exploité. Que dire de l'Agence de lutte contre la corruption, une autre initiative de grande facture, mais qui malheureusement semble être devenue une tanière des "frappeurs". L'affectation des hommes pour gérer plusieurs structures d'éveil patriotique et de la conscience nationale, n'a pas donné des résultats escomptés car dirigées des non doués en la matière, des hommes non intègres. La liste des bonnes initiatives n'est pas exhaustive, l'arrivée au pouvoir du fils d'un grand combattant de la mal gouvernance était une aubaine pour le décollage de la RDC. Mais hélas ! Un certain entourage semble apporter de l'eau au moulin des impérialistes qui tiennent, depuis des lustres à nous maintenir dans la précarité.

Rien n'étant impossible à Dieu, nous croyons au miracle pour un changement spectaculaire, pour ainsi gagner le combat acharné contre les impérialistes et les antivaleurs.

LRP

## Chasse aux tricheurs des élections du 20 décembre 2023 partout en RDC

### Tshopo : Vital Kamerhe, Bahati Lukwebo et Augustin Kabuya, accusés de protéger les fraudeurs

(Lire en page 16)



### Gouvernement : Didier Mazenga, Nana Muamina et Antoinette Kipulu nvalidés par la CENI chassés du conseil des ministres !

(Lire en page 4)

## NON à la balkanisation de la RD Congo

### Affaire invalidation de 82 candidats à la députation nationale : Le conseil d'État se déclare incompetent pour statuer..!

(P. 2)

## MESSAGE DE FELICITATIONS

(page 5)

## English Issue

### Strikes on Houthi targets in Yemen could undermine US aim to contain war

(Page 15)

## Affaire invalidation de 82 candidats à la députation nationale : Le conseil d'État se déclare incompetent pour statuer..!

Le Conseil d'État s'est déclaré le jeudi 11 janvier 2024 incompetent pour statuer sur la requête de certains candidats invalidés par la Ceni pour fraude électorale, corruption, violences sur le personnel de la Ceni et les électeurs.

Une vingtaine de ces candidats invalidés lors des élections des députés nationaux, provinciaux et conseillers municipaux avait introduit un recours auquel la justice congolais n'a pas donné une suite favorable.

La requête a été introduite par une vingtaine des candidats invalidés par la centrale électorale, il s'agit notamment d'Evariste



Boshab, Gentini Ngobila, Willy Bakonga, Nsingi Pululu, et Charles Mbuta Mutu... Les avocats des candidats contestataires accusent la CENI d'avoir outrepassé sa compétence en invalidant leurs clients.

Ils dénoncent également une violation des droits de la défense, affirmant que la CENI a pris sa décision sans avoir préalablement entendu les parties concernées.

La CENI avait contesté la compétence du Conseil d'État dans cette affaire, soutenant que le litige relève du contentieux électoral, lequel relève de la compétence de la Cour constitutionnelle.

*Philippe Dephill Lipo*

## Élections générales en Rdc : La Ceni appelé à invalider tous les fraudeurs !

Par sa décision n° 001/CENI/ AP/ 2024 du 05 janvier 2024, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) avait sanctionné 82 candidats à la députation nationale et provinciale auteurs de vandalisme, de détention illégale des dispositifs électroniques de vote ainsi que des violences perpétrées sur les électeurs et le personnel de la Ceni lors des élections générales organisées en décembre 2023.

Au total 82 candidats sont invalidés

Douze sont de l'udps Tshisekedi .

Trois candidats invalidés sont ministres en fonctions :

1. Didier Manzenga Ministre du Tourisme

2. Professeur Nana Manuanina, Ministre près le Président de la République

Trois Antoinette Kipulu Ministre de la formation professionnelle .

Deux sont administrateurs

1. Nsingi Pululu membre du conseil d'administration à la Snel

2. Kin Kiey PCA à la RVA. Six candidats sont sénateurs :1. Mabaya Gizi

2. Evariste Boshab ( professeur)

3. Victorine Lwese

4. Mona Lux -ML

5. Jean de Dieu MOLEKA

6. Abdou Lianza

Un candidat est Ministre provincial de Kinshasa

Il s'agit de Charles Mbuta Muntu, Ministre provincial de l'éducation ( Kinshasa )

Quatre candidats sont Gouverneurs

1. Gentiny Ngobila : Kinshasa

2. Bobo Boloko : Équateur

3. Pancras Boongo : Tshuapa

4. Cesar Limbaya : Mongala

Deux candidats sont députés nationaux

1. Professeur Sam Bokolombe

2. Colette Tshomba ( rapporteur adjoint du bureau )

Un candidat est Ministre honoraire

1. Justin Kalumba ( ancien ministre des transports )

Un candidat est un ministre honoraire

Noël Botakile

Mais l'invalidation de ces 82 candidats semble tout simplement une grande injustice que la centrale électorale aurait commise à l'endroit de ces derniers qui ont même crié au scandale.

Certains candidats lésés disent être prêts à citer les noms de leurs collègues avec qui ils ont effectivement et malhonnêtement

commis leur acte.

Tel est le cas de Charles Mbuta Muntu qui avait cité Augustin Kabuya secrétaire général de l'udps et Peter kazadi mais que Denis Kadima n'a jamais invalidés. La même promesse avait été aussi faite par N'singi Pululu et consorts.

Quoi qu'il en soit, la Ceni avait déjà promis aux congolais une série d'invalidation des candidats alors qu'elle continuerait en ce moment même de mener ses propres enquête quant à ce.

L'opinion attend donc impatientement la publication d'autres candidats invalidés et surtout voir les noms de ceux qui ont été déjà cités par leurs amis figurer



bel et bien sur cette fameuse liste de la Ceni.

Une opinion populaire estime que la Ceni aurait vraiment du mal à invalider certaines personnalités qui se seraient réellement impliquées dans ces actes antidémocratiques.

Ce serait la raison pour laquelle Denis Kadima n'avait pas été capable le vendredi 12 janvier 2024 de publier les 500 candidats députés nationaux comme prévu.

Ce faisant, ne pas invalider tous les fraudeurs et corrupteurs connus et inconnus encore du grand public serait remettre en doute l'impartialité de la Ceni.

Voyons voir

LRP

### La Référence

Quotidien d'Informations Générales  
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)

Phone : 0999923379  
E-mail: reference\_20ans@yahoo.fr  
B.P. : 12520 Kinshasa I  
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

**Editeur-Directeur Général**

André Ipakala Abeiye M.  
0999923379

**Directeur de la Publication**

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

**Directeur de la Rédaction**

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

**Assistante de l'EDG**

Eveline Badika  
0829420241

**Rédacteurs en Chef**

Franck Mona K.(Politique)  
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

**Secrétaires de Rédaction**

Déo Mulima (0998405728)

**Chefs de Rubriques**

José Wakadila (Société)  
0998129128

**Rédaction Générale**

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastasie Mukawa  
(0990012819, 0825329453)  
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Ngyke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

**English Issue**

John Nkwady Kankolong

**Représentations provinciales**

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombé

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

- **Haut-Katanga**

**CIFINGA**

**Etranger**

- Congo Brazza: Itcha Djata

**Service Technique**

Anastasie Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

**Administration**

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

**Finances & Vente**

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

**Imprimerie**

ILAREF

## Fraudes, bourrages des urnes et corruption à la Tshopo ! (Dénonciation)

Les élections générales qui s'étaient déroulées au mois de Décembre 2023 sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo ont connu beaucoup de cas d'irrégularités dans certaines parties du pays.

Tel est aussi le cas dans la province de la Tshopo où fraudes, bourrages des urnes et corruption ont bouleversé complètement le déroulement normal d'un scrutin apaisé et démocratique digne de ce nom. Des sources généralement bien informées, des témoignages de la population recueillis sur place, voire des services indiquent que les auteurs de ces actes honteux commis à ciel ouvert dans les territoires de Bafwasende, Banalia, Basoko et la ville de Kisangani ne sont autres que certaines grandes figures de l'Union sacrée qui s'efforcent bec et ongles à protéger les tricheurs pour des motifs illégitimes. A Bafwasende par exemple, trois candidats sont connus de la population pour avoir triché au vu et au su de tous. Ces derniers ont par exemple acheté les consciences des membres de la CENI aux P.K 147, vers le grou-



pement Bevenzeke, axe Alibuku, le long de la RN4, Bafwasende centre, axe Opienge, Bavadiili et un peu partout.

Pour la ville de Kisangani, les éléments sont également disponibles, idem pour Banalia, Isangi et Basoko. Tous ces cas de tricheries ont été de nature à désorienter les électeurs tshopolais dans leur choix de voter en âme et conscience leurs propres candidats et non se faire imposer contre leur gré des candidats imposés à cause des irrégularités qui ont émaillé le bon déroulement du scrutin dans la Tshopo.

Cette situation de désordre électoral n'a pas pourtant laissé in-

différentes certaines notables de la grande Tshopo qui disent être scandalisés par le soutien sans réserve que certains membres du Présidium de l'Union sacrée tiennent à imposer dans la plus grande province de la République Démocratique

du Congo. Longtemps humiliée, la Tshopo dit non pour cette fois-ci et ne veut plus continuer d'être la victime des ingérences des autorités morales et autres personnalités qui soutiennent la légalité partout ailleurs et tiennent à soutenir l'irrégularité à la Tshopo.

Fort de tout ceci, la population de la Tshopo, mobilisée comme un seul homme, dénonce et ne de-

mande qu'une seule à la Ceni : invalider simplement et purement les tricheurs. Et pas question de soutenir les tricheurs. Équité oblige !

Autrement dit, la population de Kisangani et de toutes les entités de la Tshopo n'est pas disposée à se faire imposer des tricheurs démasqués partout et imposés à la Tshopo par la volonté des certains membres du Présidium de l'Union Sacrée. Trop c'est trop, crient les Tshopolaises et Tshopolais ! Que la justice s'implique partout pour l'intérêt du bien-être de tous les congolais.

LRP

### La CENI lave plus blanc

## La publication des résultats de dernières élections attend d'autres invalidations

Après la première vague d'invalidation des 82 candidats aux législatives nationales et provinciales, la commission électorale nationale indépendante CENI pourra invalider d'autres candidats caméléons.

Lors de son dernier passage à la Radio Top Congo FM, au lendemain de la publication de la liste du premier groupe des personnalités invalidées, Denis Kadima a indiqué qu'il y aurait peut-être, après contrôle minutieux, d'autres cas d'invalidation.

" Il y en aura peut-être d'autres cas, nous continuons d'étudier d'autres cas qui nous sont rapportés " avait dit le numéro 1 de la Centrale électorale. Et d'ajouter : " Nous avons pris l'ampleur de la chose et c'est l'état des dégâts de la fraude organisée qui nous a obligé à prendre ces mesures ".

A la question de savoir à quand la publication des résultats des législatives, le président Denis précise que le calendrier prévoyait ladite publication au 3 janvier



2024, chose qui semble être reportée sine die. A l'heure actuelle, il y a de ceux

qui prient des dieux de la ruse, pour qu'on les oublie ! Mais avec tout le sérieux du

monde que démontre le président Kadima, tous seront démasqués. Qui vivra verra !

JP MOBIKO

## Gouvernement : Didier Mazenga, Nana Muamina et Antoinette Kipulu nvalidés par la CENI chassés du conseil des ministres !

Le Président de la république Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a présidé le vendredi 12 janvier 2024 la 121ème réunion du Conseil des ministres.

Trois membres du gouvernement ayant été parmi les 82 candidats invalidés par la Commission électorale nationale indépendante ont été interdits d'y assister. Comme à l'accoutumée, la réunion du Conseil a été ouverte par la communication du Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Les VPM de l'intérieur et de la Défense vont exposer, chacun, la situation administrative et sécuritaire du pays.

La situation des inondations en cours dans les villes côtières du pays, les causes de leur recurrence ainsi que les plans de



leurs prévention feront l'objet des discussions au cours de cette réunion du conseil.

La mise en oeuvre du plan de désengagement de la Monusco devrait aussi faire l'objet d'une communication du VPM des Affaires étrangères.

La 121ème réunion du conseil pourrait être la dernière pour certains membres du gouvernement candidats députés appelés à choisir entre la députation et le gouvernement en cas de leur élection.

Et aussi pour d'autres s'ils venaient à être invalidés par la cen qui promet de publier incessamment une autre liste de personnalités pour actes répréhensibles pendant les élections du décembre 2023.

*Philippe Dephill Lipo*

## RDC : des mouvements citoyens ont manifesté dans des villes de l'Est pour dénoncer la fraude électorale

Des mouvements citoyens réunis au sein de l'initiative Simama Grand Lac (ISGL) ont manifesté ce jeudi 11 janvier 2024 dans certaines villes se trouvant à l'Est de la République Démocratique du Congo à savoir Goma, Bukavu et Uvira. Ceci, pour dénoncer la fraude électorale rapportée lors des élections du 20 décembre dernier. Selon Samuel Matabaro, la fraude électorale rapportée lors des élections a été organisée par la CENI (commission électorale nationale indépendante) elle-même. "les cas de fraude observés ont été organisés par la commission électorale nationale indé-

pendante. Ceci, car il n'y a pas eu dénonciation de vol ni perte déclarée des kits électoraux. Des machines ont été retrouvées dans des mains des candidats, cela prouve une complicité qui rend incroyable et non transparente ces élections", a-t-il déclaré dans une adresse à la presse.

Samuel Matabaro indique que les mouvements citoyens de l'initiative Simama Grand Lac exige l'annulation de ces élections à tous les niveaux.

Cette structure citoyenne propose également un dialogue entre toutes les parties prenantes pour éviter le chaos au pays.



7 sur 7 cd



# La Référence PLUS

*L'Info qui  
libère*

## **MESSAGE DE FELICITATIONS**

L'Autorité Morale et Président du Parti Politique, l'Alliance Politique pour l'Emergence du Congo (APEMC), après avoir félicité le Président réélu Félix Antoine Tshisekedi à la proclamation provisoire par la CENI, des résultats aux Elections Présidentielles du 20 décembre 2023 ; renouvelle ses Félicitations à l'occasion de la Proclamation définitive par la Cour Constitutionnelle. C'est ici, l'occasion de féliciter aussi la CENI et toutes les Autorités de la République Démocratique à divers niveaux, qui soudainement viennent d'appuyer la vision du chef de l'Etat en amorçant le combat contre les antivaleurs, qui avaient déjà pris le déçu sur la promotion des valeurs.

Ainsi, pour une RD Congo à la recherche de l'Emergence, il était donc impossible de gagner ce pari, en laissant impuni, les auteurs direct et indirect de la promotion des antivaleurs.

Il est donc démontré que les échecs des diverses bonnes initiatives prises par le Chef de l'Etat lors de son premier quinquennat n'ont pas pu aboutir suite à l'impunité ou au laxisme.

L'APEMC, comme parti membre de l'Union Sacrée, adepte du combat contre la pauvreté, conséquence directe de la corruption, du détournement et bien d'autres antivaleurs, félicitera et encouragera toujours les bonnes décisions de l'Autorité Suprême du pays, allant vers le combat contre les antivaleurs qui paralysent le développement de la RD Congo; pays, qui a des atouts énormes pour son décollage rapide.

Que vive le second quinquennat du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, réélu massivement avec 73,47%, par les congolais pour un combat généralisé, pour que le Congo puisse gagner son indépendance économique, pour le bien être de son peuple.

***Pour l'APEMC***

***IPAKALA ABEIYE MOBIKO André***

***Président et Autorité Morale***

## Tanganyika : la suspension des activités de Manono Lithium fait débat

La gouverneure de la province du Tanganyika suspend les activités de carrière de l'entreprise minière Manono Lithium pour une durée indéterminée. Elle reproche à cette entreprise chinoise le non-paiement des taxes sans toutefois les préciser. Les acteurs de la société civile de Manono exigent des autorités plus de transparence dans les mesures qu'elles prennent.

L'autorité provinciale a coulé sa décision dans un arrêté signé le 06 janvier dernier. Selon ce document, "L'entreprise Manono Lithium exploite du gravier, moellons, et sable sans autorisation de la province".

En outre, indique la gouverneure, la société ne paie pas les taxes de l'État.

Sont suspendus, les travaux des carrières pour le compte de l'entreprise Manono Lithium pour non-paiement des taxes dues à la province et par manque d'autorisation préalable.



De plus, cette mesure s'applique au transport et à l'utilisation des matériaux de construction.

De la transparence !

La société de Manono, quant à elle, demande à l'autorité provinciale un peu plus de précision dans les accusations portées contre cette entreprise.

Dieu Merci Kabila, coordonnateur

du Regroupement Dynamique d'intégration chrétienne, exige plus de transparence.

"Nous avons rencontré ce mercredi l'administrateur du territoire de Manono pour essayer de comprendre ce litige. Quelles sont les taxes non payées par la société ? Pourtant, nous avons des informations que Manono Lithium

verse des frais au service de SAEMAP. Cela donne l'impression que l'argent n'arrive pas dans les caisses de l'État. Voilà pourquoi, au niveau de la communauté, nous ne voyons pas de retombées de nos richesses minières.

Et de poursuivre, l'autorité territoriale s'est engagée à nous fournir ces informations ce vendredi. La société civile de Manono rappelle que les entreprises ont l'obligation de payer les taxes et impôts. De son côté, l'État devrait améliorer le climat des affaires. Manono Lithium est une entreprise chinoise qui est en phase d'exploration du Lithium. Elle vient d'ouvrir une route de près de 3 km qui conduit à son site d'hébergement. Avec la suspension des activités, ce sont près de 200 agents locaux qui sont envoyés au chômage.

Magazine la Guardia / MCP ,  
via mediacongo.net

## Taux de change : un dollar se négocie désormais à 2730 FC

La problématique de la dépréciation monétaire en République démocratique du Congo ne cesse de poursuivre son bonhomme de chemin sur le marché de change.

Malgré les assurances du gouvernement congolais sur l'injection de quelques millions de dollars sur le marché de change, pour maîtriser ce fléau, le taux de change reste toujours incertain dans plusieurs coins de la capitale Kinshasa. Sur terrain, l'on constate une augmentation du taux de change à 12% par rapport



**La Référence Plus**

**NO JUSTICE  
NO PEACE**

**JUSTICE POUR  
FRANCK NGYKE  
18ans déjà...**

ASSASSINÉ LE 03 NOVEMBRE 2005...

à l'année passée. Désormais, chez les cambistes le taux devient ambiguë, un dollar américain se négocie souvent entre 2730 et 2750 FC. Cependant, rien n'explique jusqu'à présent la raison de cette dépréciation monétaire, car aucune communication du gouvernement, ni de la banque centrale n'a été faite pour éclairer l'opinion sur cette augmentation exponentielle constatée sur le marché de change. Par ailleurs, selon le cours de change consulté actuellement à la banque centrale du Congo, pour le cours d'acheteur, un dollar américain est fixé à 2633,3045 FC. Pour ce qui est du cours moyen, un dollar

équivalait à 2687,0454 FC. Cette situation démontre clairement qu'il y a une confusion totale entre la BCC et la réalité sur terrain auprès des cambistes. Néanmoins, pendant la campagne électorale, le vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale, Vital Kamerhe, avait souligné que toute l'attention du pays est actuellement concentrée sur la lutte contre la guerre menée par les rebelles du M23, alliés de l'armée rwandaise. Sur ce, les attentes étaient élevées quant à la réduction du taux de change du dollar en RDC, mais la patience reste la valeur la plus importante.

MCP, via mediacongo.net

# RDC : à Lubumbashi, militants et cadres de l'UDPS ont marché pour dénoncer les actes d'intolérance politique et de vandalisme

Plusieurs centaines de personnes

nes membres et cadres de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ont manifesté ce vendredi 12 janvier 2024 à travers les artères de la ville de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga.

À côté de plusieurs militants, les élus provinciaux, ministres, maire de la ville de Lubumbashi, mandataires et membres du cabinet du chef de l'État avec en tête Michel Kabwe Muamba, député provincial et chargé de mission du Président de la République dans l'espace Katanga.

"Nous, cadres, leaders et originaires et membres de l'UDPS. Nous nous engageons à œuvrer inlassablement pour promouvoir la culture de la paix entre les communautés vivant dans l'espace Grand Katanga, et exhortons celle-ci à vivre en harmonie en vue de consolider les acquis", dit, à l'occasion, Fabien Mutomb Kan Kato, haut cadre de l'UDPS dans la région du Katanga.

Et de poursuivre :

"Par ailleurs, nous condamnons avec la dernière énergie les actes d'intolérance politique, intimidation et violence physique ainsi que le vandalisme à l'endroit des



compatriotes le grand Katanga comme terre de résidence, et à l'endroit des compatriotes ayant soutenu le candidat numéro 20 à la dernière présidentielle au nom d'une certaine Katanganité.

Fort des dispositions prévues par la constitution qui prône la liberté d'expression, le pluralisme politique et la liberté d'associations, le

libre choix de tout congolais de s'établir dans tous les coins du pays, nous serons les agents de développement de notre espace". Dans cette déclaration, les cadres de l'UDPS Grand Katanga ont appelé les autorités politiques des provinces issues de cette zone du Sud-Est de la RDC, à assurer la sécurité des personnes

et de leurs biens.

" Nous demandons aux autorités politiques, administratives, et policières des provinces issues du démembrement du Grand Katanga de prendre toutes les dispositions idoines en vue de mettre un terme à cette situation d'infractions flagrantes et déférer devant les instances judiciaires tous les fauteurs des troubles", a-t-il ajouté.

Michel Kabwe Muamba, chargé de mission du Président Félix Tshisekedi a également dénoncé le vandalisme des permanences de l'UDPS à Kashobwe et d'autres contrées du Haut-Lomami après les élections du 20 décembre dernier. C'est à titre que le maire de la ville de Lubumbashi, deuxième ville de la RDC, et cadre du parti présidentiel, a appelé à la paix et à la cohabitation pacifique entre les communautés.

Plusieurs cas d'intolérance ont été répertoriés dans l'espace Katanga après les élections du 20 décembre dernier. Peter Kazadi, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, en visite d'itinérance dans cette région, a évoqué notamment l'existence de quelques poches de tensions alimentées, selon lui, par certains hommes politiques.

Actualités.cd



Élections en Rdc :

## L'UE encourage la CENI et les instances judiciaires

L'UE encourage les institutions responsables, notamment la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et les instances judiciaires, à répondre à ces préoccupations et à poursuivre les prochaines étapes du processus électoral dans la plus grande transparence et dans le plein respect de la législation congolaise en vigueur. L'UE salue la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote par la CENI, mais regrette simultanément son manque de communication sur des aspects clés du processus électoral, ce qui n'a pas contribué à apporter la clarté souhaitable au vote et à la compilation des résultats", indique le communiqué publié jeudi 11 janvier 2024. L'UE appelle les autorités compétentes à enquêter de manière équitable et transparente sur toutes les préoccupations exprimées concernant le non-respect des procédures de la loi électorale et les allégations de fraude et de violence. "En lien avec les rapports finaux des différentes missions d'observation électorale, l'UE offrira des



recommandations pratiques à travers sa mission d'experts électoraux, afin de contribuer à mettre en œuvre les réformes indispensables pour renforcer la confiance de toutes les parties prenantes dans les institutions et procédures électorales", ajoute le communiqué de l'UE.

La commission d'enquête mise en place par la CENI pour examiner les actes frauduleux commis par certains candidats pendant les élections du 20 décembre a dévoilé, vendredi 5 janvier, ses premières conclusions. Quarante-deux (42) candidats sont impliqués sur l'ensemble du territoire.

Ils ont été invalidés avant la publication des résultats provisoires.

Patricia Nseyi, rapporteure de la CENI, a communiqué cette liste assortie des motifs ayant conduit à cette décision prise à l'encontre de chacun des candidats concernés. Fraude, corruption, détention illégale des dispositifs électroniques de vote, vandalisme des matériels électoraux et intimidation des agents électoraux sont les principaux griefs retenus contre ces candidats. Ces différents candidats ont saisi les instances judiciaires pour obtenir l'annulation de la décision de la CENI. D'une manière générale, ces candidats invalidés reprochent à la CENI d'avoir agi au-delà de ses compétences et attendent du Conseil d'État la suspension de ces mesures ou l'annulation car ils estiment qu'elles sont "irrégulières". Cette décision de la CENI a également retardé la publication des résultats provisoires des élections législatives, initialement prévue le 3 janvier 2024.

7 sur 7.cd

Calcul du seuil de représentativité et de l'attribution des sièges :

## La CENCO et l'ECC déplorent " l'opacité de la CENI qui ne favorise pas l'acceptation des résultats "

Dans un communiqué daté du 11 janvier 2024 et parvenu ce vendredi à la Rédaction de 7SUR7.CD, la MOE CENCO-ECC précise qu'elle poursuit l'accompagnement du processus électoral par une observation de différentes étapes et opérations électorales telles que prévues dans le Calendrier électoral de la CENI.

Actuellement, cette structure de l'église catholique et l'église du Christ au Congo souligne qu'elle suit le traitement de différents contentieux en rapport avec les recours des candidats invalidés par la CENI, la compilation et la centralisation des résultats.

Cependant, la MOE CENCO-ECC déplore " l'opacité de la CENI " en ce qui concerne le calcul du seuil de représentativité.

" A cet effet, la MOE CENCO-ECC déplore l'absence d'un dispositif permettant aux parties prenantes de suivre en toute transparence le processus de calcul

du seuil légal de représentativité et de l'attribution des sièges car, pour l'heure, seule la CENI en détient le secret. Cette opacité n'est pas de nature à rassurer toutes les parties prenantes et à favoriser l'acceptation des résultats ", déplore-t-elle.

Au regard de ce qui précède, la MOE CENCO-ECC recommande :

- A la CENI, pour plus de transparence, de mettre en place un dispositif qui permet aux partis et regroupements politiques de s'autoévaluer en toute transparence concernant l'atteinte de ce seuil et de publier la liste de ceux qui l'auront atteint avec indication de leurs scores respectifs (point 4 de l'Art. 98 des Mesures d'application de la Loi électorale) par circonscription, étant donné que la CENI va publier les résultats par bureau de vote. En outre, la MOE CENCO-ECC exhorte la CENI à préserver l'intégrité des résultats des élections législatives



en ne favorisant ou excluant quelques partis et regroupements politiques dans l'élaboration de la liste de ceux qui auront atteint le seuil moins encore par une quelconque désignation au sein de ces listes des personnes recommandées au lieu de suivre l'ordre

d'arrivée.

- Aux candidats, partis et regroupements politiques de respecter l'indépendance de la CENI afin qu'elle ne proclame élues que les personnes ayant réellement gagné ces élections.

Net

## RDC : Le Royaume-Uni pour une collaboration constructive avec Félix Tshisekedi durant son second mandat

Le ministre des affaires étrangères du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, Lord Beyon a, dans une déclaration jeudi 11 janvier 2024, félicité le président Félix-Antoine Tshisekedi pour sa réélection à la tête de la RDC.

Saluant les électeurs congolais pour leur participation ainsi que leur détermination à exercer leurs droits démocratiques, le Royaume-Uni s'est réjoui de la tenue des scrutins de façon "largement pacifique" et à la date prévue.

Par ailleurs, le Royaume-Uni reconnaît les questions soulevées par les missions d'observation électorale concernant le processus électoral, et appelle les autorités compétentes à traiter ces questions de manière transparente et invite tous les



candidats à déposer des plaintes ou des réclamations au sujet du processus électoral par des moyens pacifiques, en s'engageant dans les voies légales et

constitutionnelles appropriées. "Le Royaume-Uni reste un partenaire engagé du peuple Congolais, et je me réjouis de travailler de manière

constructive avec le président Tshisekedi et son gouvernement au cours de ce second mandat. Nous soutenons pleinement l'ambition du président de garantir une paix et une prospérité à long terme pour la RDC et la région, et nous nous réjouissons de renforcer encore davantage nos relations bilatérales, en particulier dans le domaine de commerce et de l'investissement, compte tenu de la participation de la RDC au prochain sommet britannique sur l'investissement en Afrique", a déclaré Richard Beyon.

Le Royaume-Uni encourage le président Félix Tshisekedi et son gouvernement à collaborer avec les pays de la région pour trouver une solution pacifique au conflit en cours et aux problèmes humanitaires dans l'Est du pays, ainsi qu'une reprise rapide des processus de paix menés au niveau régional.

## Nord-Kivu : la société civile de Masisi appelle les Hundes et les Hutus à la cohabitation pacifique

La société civile de la chefferie des Bahunde, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu), a appelé, jeudi 11 janvier, les communautés locales à la cohabitation pacifique et au vivre ensemble afin de favoriser la paix dans cette entité.

D'après Floribert Buholo Musanganya, président de cette structure citoyenne, un climat de méfiance s'installe depuis une semaine environ, entre les deux communautés Hunde et Hutu, vivant dans cette entité.

Ce climat de méfiance s'observe depuis qu'il y a de mésententes entre deux factions des groupes armés locaux à Bitonga, lesquelles ont conduit à mort d'hommes, a expliqué Foribert Buholo :

"La communauté Hunde et la communauté Hutu, il y a des décennies que nous vivons sans problème. Nous sommes déjà mariés et nous formons déjà des familles en tant que communauté. Mais, malheureusement, pour le moment, nous avons observé qu'il y a une méfiance qui est en train de s'installer. Et cela, c'est à la suite de mésententes entre deux factions des Wazalendo ; notamment, UPCRN et APCLS. C'est depuis jeudi dernier à Bitonga, y a eu des événements



malheureux qui se sont produits et qui ont conduit à des pertes en vie humaine". Il regrette que ce conflit entre groupes armés "malheureusement, commence à prendre maintenant une connotation tribale". Et c'est cela que la société civile de Masisi est en train de dénoncer, insiste-t-il. Cette organisation exhorte ainsi la

population à préserver la cohabitation harmonieuse et pacifique entre les deux communautés. "Nous interpellons toute la population, de toujours se solidariser, de toujours être soudés. Nous demandons à toute la population de la chefferie des Bahunde et du groupement Mupfuni Shanga, de ne pas céder au tribalisme qui est

en train d'être chanté par certains faux leaders. Donc, le Muhutu et le Muhunde, nous sommes Un, nous ne devons pas nous diviser ; pour que l'ennemi ne profite de cette division-là", a martelé le président de la société civile de Masisi.

## Est de la RDC : Londres encourage Félix Tshisekedi à travailler avec la région pour une " solution pacifique "

Le gouvernement britannique a exprimé jeudi son " plein soutien " à l'ambition du président congolais Félix Tshisekedi d'assurer la paix et la prospérité à long terme pour la RDC et la région des Grands Lacs, alors que l'Est du pays reste instable suite à l'activisme des groupes armés, dont le plus actif est le Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le Rwanda.

Dans l'Est de la RDC, particulièrement au Nord-Kivu, les rebelles du M23 multiplient des attaques contre les positions de l'armée congolaise, en violation des résolutions des initiatives régionales de paix, qui ont décidé notamment de leur retrait.

C'est dans ce contexte d'instabilité que le Royaume-Uni a encouragé le président Félix Tshisekedi à travailler avec ses homologues de la région afin de trouver une " solution pacifique " à cette crise sécuritaire, qui perdure depuis plus de deux décennies.

" J'encourage également le président et son gouvernement à travailler avec la région pour trouver une solution pacifique au conflit en cours et aux défis humanitaires dans l'est du pays et à un retour rapide aux processus de paix



menés au niveau régional ", a déclaré jeudi Richard Henry Ronald Benyon, ministre d'État britannique en charge des Territoires d'outre-mer, du Commonwealth, de l'Énergie, du Climat et de l'Environnement. Félicitant Félix Tshisekedi pour sa réélection, Londres dit être " impatient " de renforcer encore da-

vantage ses relations bilatérales avec Kinshasa, en particulier dans le domaine du commerce et des investissements, " compte tenu de la participation de la RDC au prochain Sommet britannique sur l'investissement en Afrique ". " Le Royaume-Uni reste un partenaire engagé auprès du peuple de la RDC, et j'ai hâte de travailler

de manière constructive avec le président Tshisekedi et son gouvernement au cours de ce deuxième mandat ", a souligné Richard Henry Ronald Benyon.

Afriquactu / MCP , via mediacongo.net

## Guerre au Nord-Kivu: Le M23 bombarde la cité de Sake, dénoncent les FARDC

Les rebelles du M23 ont bombardé, ce vendredi 12 janvier, Sake, cité située dans le territoire de Masisi à 20 kilomètres à l'Ouest de la ville de Goma au Nord-Kivu.

D'après le porte-parole des forces armées de la République démocratique du Congo dans cette entité sur sa page X (Twitter), " les terroristes du M23 soutenus par le Rwanda ont largué vendredi en début d'après-midi des bombes au mortier 120 ".

Le porte-parole des FARDC n'a pas donné des plus amples détails sur cette attaque des rebelles sur la cité peuplée de Sake.



Nouveau Media / MCP, via mediacongo.net

## Rutshuru : un agent de la DGM Ishasha arrêté par le M23

Jeph Ntale agent de la DGM Ishasha en territoire de Rutshuru arrêté par le M23. La notabilité du territoire de Rutshuru alerte sur l'arrestation, par le M23, d'un agent de la DGM -Direction Générale de Migration-, affecté au poste frontalier de Ishasha, dans le groupement de Binza.

Selon Aimé Mukanda Mbusa, cet agent de l'État a été arrêté par ce mouvement rebelle, au niveau de Nyongera, il y a de cela plus de sept jours.

Jeph Ntale est suspecté par ces insurgés rwandais, d'être un espion envoyé par le Gouvernement de Kinshasa.

" Ça fait une semaine, il est dans une destination inconnue. Nous demandons à la Monusco d'user de son poids, pour que ce monsieur soit retrouvé et relâché ", plaide un notable de Rutshuru.



Ce défenseur des droits de l'homme fustige les conditions carcérales que traversent les détenus du M23, dans la prison

centrale de Rutshuru. À en croire, plus de 150 civils logent dans la prison de Kanyangabi. Ces derniers n'ont pas droit aux visites familiales, moins encore à la nourriture.

" Les gens meurent chaque jour. Jeph Ntale, avec plus de 60 ans, doit-être libéré.

Que la Monusco, représentant la Communauté internationale, s'investisse pour que cet agent de l'État soit libéré ", a-t-il exhorté.

Dans la foulée, Aimé Mukanda Mbusa, défenseur des droits des paysans, exige au Gouvernement congolais de libérer les différents territoires occupés par le M23, du joug de l'esclavagisme du régime de Kigali.

Opinion Info / MCP , via [mediacongo.net](http://mediacongo.net)

## Mai-Ndombe : une vingtaine de miliciens de Mobondo dans le filet des FARDC (Société civile)

Les éléments de Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont mis la main sur une vingtaine de miliciens de Mobondo qui créent de l'insécurité dans le territoire de Kwamouth, dans la province de Mai-Ndombe (Ouest de la RDC). Selon la société civile qui livre l'information jeudi 11 janvier, ces miliciens empêchent de temps en temps la population locale de vaquer à leurs activités champêtres. Ils sont tous transférés à la cité de Kwamouth. "Ces Mobondo étaient arrêtés au village Ngambundu à 10 km de la cité de

Kwamouth depuis hier. Parmi eux, il y a une femme. Nous saluons les efforts que les FARDC ont conjugués pour arrêter ces inciviques. Nous les invitons à poursuivre le ratissage afin de rétablir la paix dans ce coin du pays", a déclaré Martin Suta, président de la société civile du territoire de Kwamouth. Il a affirmé qu'il y a plusieurs autres miliciens qui sont toujours dans la forêt et qu'il est impérieux de les traquer. "Les actions de ces inciviques sont à la base de la mort de plusieurs personnes et à la base de la vie chère", a-t-il fait savoir.

[congo-press.com](http://congo-press.com) / MCP, via [mediacongo.net](http://mediacongo.net)



## Nord-Kivu : Reprise des affrontements entre Wazalendo et rebelles M23 à Masisi

Des affrontements entre des jeunes patriotes résistants " Wazalendo " et des rebelles M23/RDF ont repris, jeudi 11 janvier 2024, au village de Butale, dans la chefferie de Bashali, en territoire de Masisi, province du Nord-Kivu. La société civile de Masisi, qui rapporte la nouvelle à Actu30.cd, indique que c'est depuis jeudi matin que des détonations d'armes lourdes et légères se font entendre dans cette entité.

" Les rebelles du M23 ont lancé une

attaque sur les Wazalendo à Butale, à quelques kilomètres de Kitshanga. C'est depuis 10 heures que ces rebelles viennent d'occuper Butale Monastère, et c'est à travers les affrontements qui ont commencé depuis le matin. Il y a un mouvement de la population qui s'est dirigée vers Muheto, Burungu, Kitshanga et d'autres villages surplombant la cité de Butale ", confie cette structure citoyenne.

Elle indique, par ailleurs, que ces accrochages, qui ont pris toute la journée, ont poussé la population de



Butale à prendre la direction des entités environnantes, afin de se mettre à l'abri.

La société civile de Masisi insiste sur la mise en place des opérations militaires d'envergure pouvant déboucher sur la débâcle de cette rébellion soutenue par le Rwanda.

Signalons que ces affrontements interviennent après un moment d'accalmie sur toutes les lignes des fronts dans le territoire de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, en province du Nord-Kivu, à l'Est de la RDC.

Actu 30 / MCP, via [mediacongo.net](http://mediacongo.net)

## États-Unis: jugé pour fraudes, Trump fait de son procès une tribune politique contre Biden

L'ancien président américain Donald Trump après son audience au tribunal de New York où il est jugé pour fraudes, le 11 janvier 2024. AFP - JOHN LAMPARSKI

Donald Trump a une nouvelle fois transformé jeudi 11 janvier son procès civil pour fraudes financières en tribune politique, dénonçant une "ingérence électorale" qui serait "orchestrée" par "l'escroc Joe Biden", à quatre jours du début des primaires républicaines dont il est le grand favori.

L'ancien locataire de la Maison-Blanche qui rêve d'y retourner est accusé avec ses fils Eric et Donald Jr d'avoir gonflé de manière colossale durant les années 2010 la valeur des gratte-ciel, hôtels de luxe ou golfs au cœur de leur empire, la Trump Organization, pour obtenir des prêts plus favorables des banques et de meilleures conditions d'assurance.

La procureure générale de l'État de New York Letitia James, qui a porté plainte au civil à l'automne 2022 pour fraudes financières, leur réclame 370 millions de dollars de dédommage-



ments, mais le procès menace aussi de retirer à la famille Trump le contrôle de ses actifs immobiliers. En retournant jeudi au tribunal pour les plaidoiries finales, Donald Trump, 77 ans, a une nouvelle fois tonné devant la presse contre une "ingérence politique", une "chasse aux sorcières" et un "procès très injuste". "Mes affaires judiciaires, qu'elles soient civiles ou pénales, ont toutes

été montées par Joe Biden, l'escroc Joe Biden", a lancé le milliardaire après l'audience, dans une déclaration à la presse à son "Trump Building" un gratte-ciel historique de Wall Street à Manhattan. "Ils le font pour interférer avec les élections", a-t-il encore accusé.

À l'audience, le favori des primaires du Parti républicain, qui commencent

lundi dans l'Iowa (Midwest), voulait assurer lui-même sa plaidoirie.

Une demande refusée par le juge Arthur Engoron qui redoutait "un discours de campagne" dans le prétoire. Finalement, le magistrat a autorisé Donald Trump à développer quelques arguments et il en a profité pour attaquer la procureure Letitia James, une magistrate afro-américaine élue du Parti démocrate.

"Ils veulent s'assurer que je ne gagne plus jamais (les élections). Elle (la procureure générale) déteste Trump... et si je ne peux pas en parler, cela me cause du tort", a-t-il lancé. Le juge a tenté de l'interrompre, mais M. Trump lui a rétorqué : "Vous poursuivez votre propre objectif, vous ne pouvez pas écouter plus d'une minute".

Depuis que le procès a commencé le 2 octobre, le milliardaire et tribun a tempêté contre la justice à chacune de ses venues au palais de justice de Manhattan, dénonçant un "procès digne d'une république bananière". Ses avocats plaident un dossier selon eux juridiquement vide.

rfi / AFP / MCP , via [mediacoing.net](http://mediacoing.net)

## Le président américain Biden annonce des frappes contre des cibles houthies au Yémen

Les militaires américains et britanniques auraient frappé au moins 12 cibles houthies, à l'aide d'avions de chasse et de missiles Tomahawk.

Le président américain Joe Biden a annoncé, dans la nuit de jeudi à vendredi, que les armées américaine et britannique ont frappé des cibles appartenant aux Houthis au Yémen en représailles à leurs attaques en mer Rouge.

Le président américain a fait une déclaration écrite concernant les frappes aériennes visant les Houthis qui ont poursuivi leurs attaques en mer Rouge.

"Aujourd'hui, sur mes instructions, les forces militaires américaines, en collaboration avec le Royaume-Uni et avec le soutien de l'Australie, de Bahreïn, du Canada et des Pays-Bas, ont effectué des frappes aériennes sur certaines cibles utilisées par les rebelles houthies au Yémen", a-t-il déclaré.

Biden a expliqué que ces attaques étaient des représailles directes aux actions des Houthis en mer Rouge. Il a précisé que les États-Unis avaient répondu, avec la coalition internationale, à une série d'attaques, dont la dernière a eu lieu le 9 janvier, au cours de laquelle les Houthis ont directement pris pour cible des na-

vires américains.

Attirant l'attention sur la force navale déployée par les États-Unis dans la région contre les Houthis et sur l'approche adoptée par l'opinion publique internationale, Biden a rappelé la résolution adoptée la veille par le Conseil de sécurité des Nations Unies, appelant les Houthis à mettre fin à leurs attaques.

"Ces attaques au Yémen sont un message clair que les États-Unis et leurs alliés ne toléreront pas la mise en danger de la liberté de navigation sur l'une des routes commerciales les plus critiques du monde et le ciblage de notre personnel", a souligné Biden, qui n'hésitera pas à prendre d'autres mesures si nécessaire.

- Des avions de chasse et des missiles Tomahawk ont été utilisés

Les forces militaires américaines et britanniques ont frappé au moins 12 cibles houthies, en utilisant des avions de chasse et des missiles Tomahawk, ont déclaré certains responsables américains aux médias américains.

- Événements en mer Rouge Récemment, suite aux actions des Houthis au Yémen contre les navires commerciaux en réponse aux attaques d'Israël sur Gaza, de nombreuses compagnies maritimes ont décidé d'arrêter leurs passages en mer



Rouge. Le 6 décembre 2023, le Pentagone a annoncé qu'il avait engagé des pourparlers en vue de créer une "Task Force maritime" internationale contre les attaques des forces houthies au Yémen contre les navires commerciaux en mer Rouge, et le 18 décembre, le Pentagone a annoncé la mise en place d'une mission multinationale.

Alors que les attaques des Houthis ont mis en péril le passage par le

canal de Suez, qui relie la mer Méditerranée à la mer Rouge, offrant la route la plus courte entre l'Europe et l'Asie et où environ 12 % du commerce mondial est effectué, les attaques contre les navires commerciaux en mer Rouge et les décisions prises par les entreprises l'une après l'autre ont fait craindre qu'une nouvelle "crise de la chaîne d'approvisionnement" ne s'ouvre dans l'économie mondiale.

AA / MCP , via [mediacoing.net](http://mediacoing.net)

## Blinken plaide pour un rapprochement entre Israël et les pays arabes afin "d'isoler l'Iran"

**A**u Moyen Orient, Anthony Blinken se sera rendu dans un total de dix pays, en finissant par l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi.

Un rapprochement entre Israël et les pays arabes qui, dans leur majorité, ne le reconnaissent pas, serait "le meilleur moyen d'isoler l'Iran et ses supplétifs", a estimé jeudi au Caire le secrétaire d'État américain Antony Blinken.

"La sécurité et l'intégration (régionale) d'Israël sont liées au fait d'ouvrir une voie vers un État palestinien", a-t-il encore ajouté lors de l'ultime étape de son marathon diplomatique au Moyen-Orient consacré au conflit à Gaza. En 2020, trois nouveaux pays arabes - Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Maroc - avaient signé des accords avec Israël, après l'Égypte et la Jordanie en 1979 et en 1994. La guerre qui ravage la bande de Gaza depuis l'attaque meurtrière du mouvement islamiste qui tient le territoire pales-



tinien, le Hamas, a interrompu un processus similaire entamé avec l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, alors que le pilonnage incessant israélien de Gaza a fait plus de 23.300 morts, en majorité des femmes, des adolescents et des enfants, selon le ministère de la

Santé du Hamas, "le conflit doit cesser pour que la situation évolue", a plaidé M. Blinken. A cet égard, il a noté qu'Israël avait "démobilisé un nombre important de forces" déployées à Gaza. La guerre a été déclenchée par une attaque inédite le 7 octobre du

Hamas sur le sol israélien qui a fait environ 1.140 morts, majoritairement des civils, selon un décompte de l'AFP à partir du bilan israélien. Arrivé en provenance d'Israël, le responsable américain a rencontré le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, avant de s'envoler pour les États-Unis après s'être rendu dans neuf pays, dont la Turquie et l'Arabie saoudite, ainsi qu'en Cisjordanie occupée, appelant à éviter un embrasement du conflit à Gaza.

Au terme de cette tournée, il a assuré que le rapprochement arabo-israélien qu'il prône permettrait d'isoler Téhéran "et ses supplétifs qui causent tant de tort (aux États-Unis) et à à peu près tout le monde dans la région", en allusion aux attaques des rebelles Houthis du Yémen sur des bateaux en mer Rouge. "Je pense que cette vision est très claire pour beaucoup de dirigeants" du Moyen-Orient, a-t-il martelé.

VOA / MCP , via [mediacongo.net](http://mediacongo.net)

## Paul Kagame regrette la décision du Burundi de fermer ses frontières avec le Rwanda

**L**e Burundi a fermé ses frontières terrestres avec le Rwanda qu'il accuse de soutenir ses ennemis, notamment les rebelles RED-Tabara. Cette décision a été annoncée jeudi 11 janvier 2024 par le ministre burundais de l'Intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique, Martin Niteretse.

Quelques heures après cette annonce, l'administration Kagame a réagi. " Le gouvernement du Rwanda a appris par les médias la décision unilatérale du gouvernement du Burundi de fermer à nouveau ses frontières avec le Rwanda ", regrette Kigali qui rejette toujours les accusations de Gitega.

Pour le Rwanda, cette " malheureuse décision " restreindra la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays et " violera les principes de coopération régionale et d'intégration de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ".

Les relations entre le Rwanda et le Burundi sont tendues depuis quelques semaines. Lors de son traditionnel dialogue de fin d'année (2023) avec la population, le président burundais Evariste Ndayishimiye a affirmé que, c'est le Rwanda qui " loge, ravitaille et finance " les RED-Tabara.

Afriquactu / MCP , via [mediacongo.net](http://mediacongo.net)



## Can/ 2024 : Les léopards déjà sur le sol ivoirien !

L'équipe Nationale de football de la République Démocratique du Congo, les Léopards, sont arrivés depuis le vendredi 11 janvier 2024 en Côte d'Ivoire pour prendre part à la Coupe d'Afrique des Nations.

Habillés en pagnes, les fauves congolais vont se diriger dans leur quartier général établi dans ville de San Pedro.

Les Congolais livreront leur première rencontre, le 17 janvier 2024 face à la Zambie alors que la Coupe d'Afrique des Nations est prévue du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire.

Philippe Dephill Lipo



### Léopards : les 10 plus grands matchs de la RDC à la Coupe d'Afrique des Nations

La République Démocratique du Congo reste un géant incontestable du gratin continental. En Côte d'Ivoire, Chancel Mbemba et ses coéquipiers arrivent avec le poids de l'histoire sur les épaules. Avec ses deux titres et une 20e participation à la CAN en vue, la RDC compte parmi les habitués de la grand-messe du football en Afrique. Les adultes se rappellent du mythique Burkina-RDC de 1998 (4-4), les plus jeunes de l'inoubliable remontada Congo-RDC de 2015 (2-4), les anciens n'oublient pas le mémorable Égypte-Zaïre de 1974 (2-3), demi-finale légendaire et match à part dans le parcours triomphal au pays des Pharaons. FootRDC vous replonge dans l'histoire pour savourer les souvenirs et se rappeler qu'au finale, ce jeu n'est qu'émotion bien avant tout le reste. Nous avons choisi un ordre chronologique\*.

De la première apparition en 1965 à la dernière, en Égypte, en 2019. Voici notre sélection des 10 plus grands matchs de la RDC à la CAN, première partie. Numéro 10, Tunisie 1965 : Ghana 5-2 Congo-Kinshasa, 12 Novembre 1965 au Stade Mohamed Maârouf de Sousse La première. Affiliée à la CAF depuis 1963, le Congo-Kinshasa joue son tout premier match de son histoire à la CAN contre le Ghana. Face aux champions en titre ghanéen, la bande de Pierre Kalala Mukendi s'incline par 2-5. Un jeune buteur s'illustre avec un doublé cet après-midi-là : Pierre Kalala Mukendi à la 43e et 45e sur pénalty !

Dans un groupe à 3 avec la Côte

d'Ivoire, le Congo finira dernier du groupe après deux défaites, mais le plus important est loin de là, la belle histoire était lancée.

Onze de départ : Makiadi Castello, Pierre Katumba, Antoine Lessa, Mabela 'Routier', Paul Mbuli, Joseph Kibonge Mafu 'Gento', Augustin Diantela, Kabala, Pierre Kalala Mukendi, Kabeya wa Kabamba 'Sotcho', Albert Mwila. Numéro 9, Éthiopie 1968. Congo-Kinshasa 3-0 Congo, 12 Janvier 1968, Stade Queen of Sheba (Nigiste Saba Meda), Asmara La première victoire. De retour après l'édition précédente où il était plus question d'apprendre que de prendre, le Congo-Kinshasa affronte son voisin le Congo-Brazzaville pour le deuxième match du groupe B. Ignace Muwawa ouvrira rapidement le score à la 19?,

Nicodème Kabamba 27? pénalty 51? signe un doublé. 3-0 score final, la suite ne sera que belle. Une défaite face au Ghana (encore !) et une victoire face au Sénégal et les Léopards s'ouvrent la voie de la phase finale. Onze de départ : Robert Kazadi, Albert Bilengi, Elias Tshimanga, Pierre Katumba, Salomon Mange, Nicodème Kabamba, Ignace Muwawa, Ernest Mokili 'Saïo', Pierre Kasongo, Joseph Kibonge 'Gento', Léon Mungamuni.

Numéro 8, Éthiopie 1968. Congo-Kinshasa 1-0 Ghana, 21 Janvier 1968, Stade Haile Selassie I, Addis-Abeba

La première étoile ! L'apprenant congolais a compris la leçon, face à l'ogre ghanéen en finale il faudra un exploit. En demi déjà, les

Congolais réalisent une performance incroyable et sortent le pays hôte au bout de la prolongation grâce à un but venu d'ailleurs de Léon Mungamuni à la 100e minute !

Bête noire de la jeune équipe congolaise les Black Stars partent favoris pour le titre. Cependant, cette date devait rester dans l'histoire.

À la 66?, Pierre Kalala Mukendi plante un but et le Ghana ne saura jamais s'en remettre. Au finish, les Congolais exultent la première étoile est empoche seulement 8 ans après l'indépendance. La date reste historique et est célébrée aujourd'hui encore comment la Journée nationale du sport en RDC. Onze de départ : Robert Kazadi, Salomon Mange, Elias Tshimanga, Pierre Katumba, Albert Mukombo, Joseph Kibonge [c], Pierre Kasongo, Pierre Kalala, Raoul Kidumu, Jean Kembo, Léon Mungamuni. Numéro 7. Égypte 1974, Demi-finale Égypte 2-3 Zaïre. 9 mars 1974 Stade International du Caire, Caire

Le plus grand, si ce n'est le plus beau. Pour la troisième fois de son histoire, le Congo-Kinshasa devenu Zaïre depuis 1970 accède au stade de demi-finale. En 72, le Mali brisait le rêve du doublé au terme d'un match épique 4-3.

Les Léopards sont de retour et face à l'ogre égyptien l'histoire est prête à recevoir une retouche. Menés 2 buts à 0, les ouailles du yougoslave Blagoje Vidini? réalisaient alors l'impensable.

Le virevoltant jeune attaquant du TP Mazembe Pierre Ndaye Mulamba réduit d'abord le score à

la 55?, Raoul Kidumu égalisé à la 61? et Ndaye s'offre un doublé à la 55? et la victoire aux siens à la 72?.

Au terme d'une rencontre épique, le Zaïre s'offre un billet de luxe pour affronter son voisin zambien en finale. Numéro 6. Égypte 1974, finale Zambie 0-2 Zaïre. 14 mars 1974, Stade International du Caire, Caire

Le plus légendaire. Une finale inédite, à sens unique et plus jamais rejouée dans l'histoire. Le 12 mars soit deux jours plus tôt, le Zaïre et la Zambie se quittent dos à dos au terme des prolongations 2-2.

Ce match est d'un goût amer pour les coéquipiers de Ndaye Mulamba ayant lâché le titre à la 120?, égalisation de Sinyangwe, après un doublé de Ndaye (65e, 117e), la dernière des prolongations. Rejouée (à l'époque les tirs au but n'existent pas), Zaïre et Zambie s'affrontent pour le titre deux jours plus tard. Cette fois, la légende s'écrit définitivement. Pierre Ndaye Mulamba plante un doublé (30?, 76?). Le Zaïre s'impose 2-0, Pierre Ndaye Mulamba fini meilleur buteur avec 9 buts. 45 ans plus tard, le record de celui qui était surnommé Mutumbula n'a jamais été battu.

La deuxième étoile sur le cœur, les joueurs rentrent au pays en héros dans l'avion personnel du président de la République Mobutu Sese Seko. La même année, le Zaïre sera la première équipe subsaharienne à participer à une phase finale de la coupe du monde. Depuis le pays attend un autre sacre et une autre participation au mondial.

Footrdc.com

## Strikes on Houthi targets in Yemen could undermine US aim to contain war

By **Jeremy Bowen**

BBC international editor

It is time to stop talking about the risk that the war in Gaza will spread elsewhere in the Middle East. It has already happened. Hopes for containing what is happening rest on the fact that it is still relatively low-level, compared to the worst-case scenarios of regional war.

The US and British attacks on the Houthis in Yemen are not just, as ministers in London have suggested, about the freedom of navigation and world trade.

They are directly linked to events in Gaza and represent an escalation of the crisis that is gripping the region.

The Houthis immediately vowed to respond. It is also entirely possible that pro-Iranian militias in Iraq and Syria will increase the action they are taking against the American forces in the region.

If that theatre heats up more, and



US forces retaliate, it will be harder for the American diplomacy effort to avert all-out war between Israel and Hezbollah, the Lebanese militia and political movement backed by Iran.

The Houthis are also part of the network of allies and proxies, the so-called axis of resistance, that Iran has constructed to give it forward defence against its enemies.

They are getting increasingly sophisticated weapons from Iran, but it is best to think of them as allies rather than Tehran's proxy. I have spent quite a bit of time with the Houthis in Yemen and they are people who are highly independently minded. They will relish conflict with the Americans. They want to be part of this war. What has been happening suits both the Houthis and the Islamic Republic of Iran.

## Houthi supporters demonstrate on Friday after the US and UK air strikes

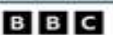
Iran has beefed up their capabilities and the kind of firepower that the Houthis have at their disposal. That includes anti-ship missiles, ballistic missiles they have fired at Israel as well as attack drones - the same sort that Iran supplies to Russia to use against Ukraine. They are well-armed. It is nothing like the naval capacity that they are facing from the US, UK and other members of the coalition the Americans have assembled in the Red Sea. But the threat the Houthis pose is less about the physical damage they might cause and more about the danger to international navigation.

In December, they hijacked a ship and forced it into one of their ports. They have also fired directly at ships and caused some damage, although they have not sunk any vessels.

"What we know about strikes on Houthis and strategy behind them" Who are the Houthi rebels attacking Red Sea ships? Commercial shipping companies who want to get their valuable cargoes through the narrow Bab al-Mandab Strait at the mouth of Red Sea do not want to have hostile forces firing at them. Because of the risks, the insurance costs will rocket, and that's why so many companies are now choosing to detour along



Source: Sanaa Center for Strategic Studies, CRS, July 2023



the west coast of Africa and around the Cape of Good Hope instead of using the Suez Canal, the shortcut between Asia and Europe that routes ships down the Red Sea and through Bab al-Mandab. The Houthis have controlled Sanaa, Yemen's capital, and big parts of the country

including the Red Sea coast since 2014. In 2015, Saudi Arabia led a coalition, also including the United Arab Emirates, that went to war to try to overthrow them.

The Saudis said the intervention in Yemen's civil war was to re-establish the country's legitimate and internationally

recognised government, which the Houthis had overthrown.

But a few days after the intervention started, I spoke to very senior Saudis who told me it was to stop Iran from operating in their back yard. Yemen has a frontier with Saudi Arabia.

Chasse aux tricheurs des élections du 20 décembre 2023 partout en RDC

## Tshopo : Vital Kamerhe, Bahati Lukwebo et Augustin Kabuya, accusés de protéger les fraudeurs

Sur la liste de 82 invalidés, le Président de l'UNC n'a pas hésité de lâcher ceux de ses lieutenants repris sur cette liste. Curieusement, pour le cas de la Tshopo, contre toute attente, il passe pour le grand protecteur. Il va de même du Président du Sénat, l'Honorable Bahati Lukwebo, qui défendrait aussi bec et ongles les siens qui se retrouvent dans les mauvais draps. C'est ici où, les Tshopolais se demandent pourquoi toutes les irrégularités sont considérées comme vertu, quand il s'agit de la Tshopo.

A la ville de Kisangani par exemple, les preuves sont brandies pour ceux qui détenaient les machines à voter. Ça se chuchote que les fraudeurs se retrouveraient sous la haute protection de trois membres du Présidium de l'Union Sacrée. C'est ici où l'invitation est adressée aux membres de la plénière de la CENI pour se prononcer librement sans subir les pressions des Autorités Morales et où membre du Présidium de l'Union Sacrée.



Bafwasende : Un des trois fraudeurs du dit Territoire serait sous la haute protection d'Augustin Kabuya (SG UDPS /Tshisekedi)

Sur les trois fraudeurs du Territoire de Bafwasende, l'un est sous la haute protection d'Augustin Kabuya, SG de l'UDPS Tshisekedi. Des sources Indépendantes, le protégé du Parti Présidentiel opérerait à ciel ouvert, en intimidant les électeurs mais également en achetant les consciences de membres de la CENI notamment au PK 147 km, au bureau de vote de Baego et le long de cette importante route RN4, la transafricaine en délabrement avancée.

L'autre fraudeur de Bafwasende, a opéré sur l'axe Opienge. Les preuves circulent et sont détenues par plusieurs personnes. Un troisième a opéré à Bafwasende Centre Bavazana, Bavadili, Avakubi...

Bref, les trois fraudeurs ont pourchassés les kits électoraux partout à travers ce grand territoire sans route. Des sources bien informées ajoutent que pour le protégé du SG de l'UDPS, l'enjeu minier est la raison principale au centre de protection en dépit des irrégularités flagrantes, corruption, bourrages des urnes etc. pendant les six jours de votes à Bafwasende.

La CENI ferait elle la sourde oreille

sur les dénonciations de la Tshopo ?

Les témoins ont écrit, les vidéos sont détenues par plusieurs personnes, les irrégularités sont documentées ; jusqu'à présent aucune sanction. En quoi la Tshopo est elle particulière pour la laisser dans l'impunité. A cette Province, les fraudeurs se proclament déjà élus et ils déclarent tout haut, que grâce à la ruse, à la tricherie, aux bourrages des urnes ; à la corruption des électeurs, ils passeront députés nationaux ou provinciaux parce qu'ils ont des relations avec tout le monde, du Présidium de l'Union sacrée de la Nation en passant par certains membres de la plénière et bien

d'autres autorités qui opèrent dans l'ombre. Ceci étant une évidence pour une fois, les Tshopolais demandent au Président de la République Félix Antoine Tshisekedi qu'ils venaient de l'élire massivement, de trancher en prenant des sanctions sévères comme partout ailleurs. Les mêmes plaintes sont entendues à Banalia, à Isangi et à Basoko. Pour cette population croyante souvent laisser à leur triste sort, elle demande humblement au Bon Dieu d'intercéder pour que les choses se passent selon l'interprétation des lois de la République et en toute équité.

LRP